



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025318-0001

Arrêté préfectoral complémentaire concernant un site de stockage de déchets non dangereux exploité par M. TONY DUPONT, situé sur le territoire de la commune d'UNIENVILLE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 511-2, L. 512-12-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023353-0004 du 19 décembre 2023, enjoignant à M. DUPONT de :

- déclarer son activité au titre des installations classées pour la protection de l'environnement,
- cesser sans délai toute activité de réception et de stockage de déchets sur le site exploité sur les parcelles 000, OC, 0118, 0119 et 0219 situées sur le territoire de la commune d'UNIENVILLE jusqu'à régularisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 5 juin 2025 établis à la suite de la visite d'inspection du 23 mai 2025 ;

VU le courrier recommandé du 10 juin 2025 avec accusé de réception du 16 juin 2025 transmettant le rapport du 5 juin 2025 précité assorti d'un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à M. TONY DUPONT, et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, le préfet peut prescrire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire et d'astreinte journalière, toute mesure utile à la mise en conformité des installations ou activités exploitées irrégulièrement, notamment :

- la cessation provisoire ou définitive de l'activité,
- l'évacuation des déchets,
- la remise en état du site,
- la consignation de sommes,
- ou encore l'instauration d'une astreinte journalière ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023353-0004 du 19 décembre 2023 susvisé avait été notifié à M. TONY DUPONT le 19 décembre 2023, lui laissant un délai de plus de 18 mois pour :

- régulariser sa situation administrative dans un délai de six mois,
- cesser immédiatement de recevoir tout déchet sur le site et procéder à la clôture de celui-ci dans un délai de deux mois ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 23 mai 2025, il a été constaté la présence de déchets entreposés illégalement sur le site précité, notamment :

- des déchets verts (végétaux coupés, branchages),
- des carreaux de plâtre cassés,
- un mélange important de gravats et de terre,
- ainsi que divers matériaux de chantier non triés (dont sacs plastiques, planches souillées, résidus de palettes) ;

CONSIDÉRANT que M. TONY DUPONT a reconnu ne pas avoir procédé à l'évacuation de ces déchets et a déclaré ne pas avoir entamé de démarche de régularisation de son activité au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT que M. TONY DUPONT a également déclaré avoir réceptionné de nouveaux déchets avant la visite d'inspection du 23 mai 2025, notamment des sacs de déchets verts et des rebuts issus de petits chantiers, sans aucune autorisation ;

CONSIDÉRANT que la présence prolongée de ces déchets est de nature à porter atteinte :

- à la salubrité publique (risques de prolifération de nuisibles, odeurs),
- à l'environnement (risques de pollution des sols, ruissellement d'eaux souillées),
- à la sécurité (présence de matériaux inflammables et de déchets tranchants) ;

CONSIDÉRANT que la situation du site n'a connu aucune évolution depuis l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023353-0004 du 19 décembre 2023 susvisé, et que l'exploitant n'a entrepris aucune démarche pour se mettre en conformité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

M. TONY DUPONT, dont le domicile est situé 5, rue d'Herbe à UNIENVILLE (10140), est tenu de respecter les prescriptions complémentaires énoncées ci-dessous pour ses installations implantées sur les parcelles cadastrées section 0C n° 0118, 0119 et 0219 sur le territoire de la commune d'UNIENVILLE.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

M. TONY DUPONT est tenu de mettre en œuvre, dans un délai maximal de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les mesures suivantes :

1. Procéder à l'évacuation complète de l'ensemble des déchets présents sur le site, notamment :
 - les déchets verts (branchages, résidus de tonte),
 - les carreaux de plâtre,
 - les gravats, terres et mélanges hétérogènes,
 - les matériaux divers issus de chantiers (plastiques souillés, sacs, bois, palettes, etc) ;
2. Réaliser les opérations de remise en état du site à l'issue de cette évacuation, notamment par le tri, le nettoyage, et l'évacuation des matériaux résiduels ou souillés.

ARTICLE 3 : CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION

L'exploitant devra tenir à la disposition des services d'inspection toutes les informations et les documents justifiant de l'évacuation des déchets dans les filières adaptées et conformément à la réglementation en vigueur et de la remise en état du site.

Les agents habilités pourront procéder à tout contrôle sur place pour vérifier le respect du présent arrêté.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à M. TONY DUPONT.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de UNIENVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'exploitant est soumis, est affiché par le maire de d'UNIENVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire d'UNIENVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de BAR-SUR-AUBE.

Troyes, le 14 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.